

marchés, il faut que les décisions se prennent le plus près possible des gens. C'est l'objectif qui doit être visé. Si le gouvernement fédéral ne s'ajuste pas à cette volonté, il sera emporté par le vent.

[Traduction]

Mme Georgette Sheridan (Saskatoon—Humboldt, Lib.): Monsieur le Président, les choses deviennent de plus en plus curieuses à mesure que j'écoute mes collègues du Bloc et du Parti réformiste.

Tout d'abord, les bloquistes ont affirmé qu'ils étaient d'accord avec les réformistes. Ensuite, les réformistes ont demandé pourquoi le gouvernement ne créait pas davantage d'emplois. On aurait cru entendre les néo-démocrates. Par contre, lorsqu'on sait que les réformistes et les néo-démocrates ont voté ensemble contre le gouvernement sur des questions comme le contrôle des armes à feu et le droit de veto, on peut comprendre peut-être la confusion du député.

Puisqu'on parle de confusion, je voudrais revenir à une certaine confusion dont mon collègue du Bloc semble faire preuve. À l'instar du député de Yorkton—Melville, il semble penser que le gouvernement a été élu pour créer des emplois, toujours des emplois et encore des emplois. Là encore, cette confusion s'explique probablement par la relation étroite entre l'ancien gouvernement, qui a promis cela, et le Bloc québécois dont les membres semblent être, en majorité, des conservateurs recyclés.

Je me pose des questions sur ce qu'a dit le député bloquiste sur ce qui aurait dû se passer. Il est temps de faire face à la réalité. Les Québécois ont rejeté ce que les députés du Bloc leur ont présenté.

Le député a affirmé fermement qu'il n'y aurait pas d'accord. Je le déplore, car il me semble que le programme soumis par le ministre du Développement des ressources humaines donne vraiment la possibilité aux gouvernements fédéral et provinciaux de collaborer pour réaliser exactement ce que le député bloquiste ne cesse de réclamer. Je l'encourage, ainsi que son parti, à collaborer avec notre gouvernement, plutôt qu'à détruire notre pays.

[Français]

M. Crête: Monsieur le Président, quand la députée du gouvernement s'étonne qu'il y a des vues semblables sur certains aspects de la part des partis de l'opposition, c'est peut-être une occasion de recevoir un message que, lorsqu'on prend des engagements électoraux, la chose la plus correcte à faire est de les réaliser.

Quand on dit qu'on va créer des emplois, on est sensés avoir des politiques qui iront avec. Quand on bat un gouvernement comme l'ancien gouvernement conservateur en disant que ses politiques n'étaient pas acceptables, eh bien il faut respecter l'engagement qu'on a pris ensuite. La politique ce n'est pas de gagner des élections, c'est de réaliser les mandats reçus. C'est ce qu'il faut viser et qu'il faut obtenir.

Il y a une leçon pour le gouvernement là-dessus. Le gouvernement libéral nous a dit pendant deux ans: «Il n'y a pas de

Les crédits

problème au Québec.» Il a dit cela à tous les Canadiens: «Il n'y a pas de problème au Québec, si on est un bon gouvernement, il n'y aura plus de problème québécois.» Seulement on s'est retrouvés avec 49,4 p. 100 des gens qui disent oui au Québec, qui disent oui à la souveraineté du Québec. L'interface qu'il y a entre les Canadiens et les Québécois, c'est notre premier ministre du Canada. Les Canadiens se sont rendus compte qu'il ne correspondait plus à la réalité et qu'il faudrait peut-être l'enlever de là pour avoir le message directement avec la population.

Il me paraît important que le message soit compris. On doit avoir comme objectif d'avoir un gouvernement efficace. Là-dessus il est vrai qu'on peut rejoindre plusieurs partis, pourquoi n'aurait-on pas la même idée? Ceux qui sont fédéralistes devraient essentiellement prôner une très grande décentralisation si jamais ils veulent que ce pays continue à fonctionner.

De toute façon, partout dans le monde aujourd'hui, la solution est dans de petits ensembles qui ont les outils pour se développer, qui réussissent à traverser le développement, qui contrôlent où ils veulent aller et qui font les choix qu'ils désirent.

• (1350)

[Traduction]

M. Breitreuz (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Un député libéral a mal présenté ma position et ma déclaration. J'ai précisé très clairement que je ne m'attendais pas. . .

Le vice-président: Le député ne soulève pas un rappel au Règlement. Il se lance dans un débat. Il aura l'occasion, dans le cadre du débat, de revenir sur ce qui a été dit.

M. Geoff Regan (Halifax—Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je crois savoir que les députés libéraux partagent leur temps de parole. J'ai demandé à ne pas partager le mien. J'utiliserai les 20 minutes en entier, en plus des 10 minutes accordées pour les questions et les observations.

C'est un peu à contrecœur que je prends la parole pour traiter de cette motion. J'espère avoir une occasion de parler du projet de loi et des nombreux bons aspects qu'il renferme. Cependant, aujourd'hui, nous débattons la motion d'opposition du Bloc qui dénonce le projet de loi gouvernemental sur l'assurance-emploi parce qu'il maintient les chevauchements et le double emploi dans la formation de la main-d'oeuvre. J'essaierai de limiter mes observations à cette motion et aux aspects du projet de loi qui concernent cette motion. Cependant, je voudrais parler des nombreux avantages que le projet de loi apportera et j'espère avoir l'occasion de le faire à l'avenir.

Si la députée et ses collègues du Bloc avaient pris le temps d'examiner à fond le nouveau projet de loi sur l'assurance-emploi, ils constateraient qu'il ne maintient pas les chevauchements et le double emploi dans la formation de la main-d'oeuvre. Après tout, le ministre du Développement des ressources humaines n'a déposé le projet de loi que vendredi dernier. Il s'agit d'un document exhaustif qui mérite une étude sérieuse de la part de tous les députés de la Chambre.